

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS — FRANCE
TÉL. 320.36.20.
C.C.P. 1248-74 N PARIS

D 680 BRESIL: LES COMMUNAUTES DE BASE
VUES PAR LE GOUVERNEMENT

Le lecteur trouvera ci-dessous le texte d'un rapport réservé émanant du Mouvement brésilien d'alphabétisation - MOBREAL, fondation liée au ministère de l'éducation. A travers son département du PRODAC (programme diversifié d'action communautaire), le MOBREAL vise à l'éducation communautaire, en plus de son objectif premier qu'est l'alphabétisation des adultes.

C'est à ce titre que les milieux gouvernementaux s'intéressent au mouvement des communautés ecclésiales de base au Brésil (cf. DIAL D 473). Partant du fait que ce mouvement d'Eglise est populaire, répandu partout et numériquement important, et estimant qu'une crise interne le guette à court terme, le MOBREAL juge le moment venu de le "récupérer" à son profit. D'où son analyse contenue dans le rapport réservé de novembre 1980.

L'entreprise est logique dans sa hardiesse et la tentative vaut d'être connue, même si elle doit se solder par un échec en raison du dynamisme propre au mouvement des communautés ecclésiales de base (cf. DIAL D 660).

De toute façon, il s'agit là d'une occasion supplémentaire pour un durcissement du conflit entre l'Eglise et l'Etat (cf. DIAL D 659).

Note DIAL

LE PROBLEME DES COMMUNAUTES ECCLESIALES DE BASE

(intertitres de DIAL)

La prise de position récente du pape Jean-Paul II à la réunion du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain) (1), demandant à l'Eglise de faire preuve de moins d'activisme politique face aux problèmes sociaux, met en question l'avenir des communautés ecclésiales de base au Brésil.

En effet, les lignes d'action dégagées lors de la Conférence de Medellín, il y a dix ans, ont débouché sur des résultats propres à retenir l'attention. Bien que la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) ne soit pas intéressée à la divulgation de chiffres officiels, on sait qu'il existe environ quarante mille communautés ecclésiales de base, comptant entre un million et demi et deux millions de membres, et couvrant l'ensemble du territoire national.

(1) Le voyage du pape au Brésil, en juillet 1980, coïncidait avec le 25^e anniversaire du CELAM réuni à Rio de Janeiro pour cette occasion (NdT).

Par suite des caractéristiques sociales et géographiques brésiliennes, ces cellules d'action communautaires créées par l'Eglise ont, au cours des dernières années, revêtu dans notre pays des particularités typiques qui méritent une appréciation préliminaire à toute analyse.

(Un réseau à dimensions nationales)

Premièrement, il faut souligner l'absence de contrôle des communautés ecclésiales de base comme mouvement d'Eglise. Suivant en cela la tradition des factions politiques clandestines et de l'Eglise elle-même dans le passé, le mouvement n'a pas de direction formelle reliée à la hiérarchie ecclésiastique: les communautés ecclésiales de base fonctionnent comme des cellules autonomes rattachées aux paroisses locales. Ce niveau d'activité de l'Eglise fonctionne comme structure de mobilisation pour le leadership - fonction d'"animateur", selon la dénomination usuelle du mouvement - par la pratique continuelle d'une militance alternative de petits groupes communautaires qui se forment sous l'orientation de prêtres et autres religieux.

D'une manière générale, les paroisses cherchent à faire une réunion mensuelle des animateurs locaux, pour l'échange des expériences et une orientation. C'est donc par le type même de fonctionnement des communautés ecclésiales de base que l'autonomie est inhérente au mouvement. Seule, l'orientation générale - idéologique et non organisationnelle - obéit à une règle faite de divers échelons, dont le plus élevé s'appelle "Rencontre interecclésiale des communautés ecclésiales de base" (2). La première a eu lieu à Vitória (ES) en 1975; la seconde, également à Vitória en 1976; et la dernière, à João Pessoa (PB) en juillet 1978.

De telles rencontres obéissent à une organisation permanente montée sur les lieux de la prochaine rencontre. Les représentants sont choisis au niveau d'autres rencontres régionales, couvrant généralement un ou plusieurs Etats de la fédération, en fonction de leur étendue ou des caractéristiques de la zone géographique et des diocèses concernés.

Pour l'essentiel, les rencontres régionales rassemblent des cas et des témoignages populaires recueillis au niveau des communautés ecclésiales de base, pour discussion postérieure lors de la rencontre nationale. A ce niveau, les cas sont étudiés sous le prisme de l'idéologie des communautés ecclésiales de base, pour évaluation et reformulation de l'orientation générale en direction des diocèses, des prélatures et des paroisses. Le cycle est naturellement bouclé quand ces trois échelons hiérarchiques transmettent l'orientation aux cellules.

Il convient de souligner que les informations montant dans la hiérarchie de l'Eglise sont uniquement celles qui sont nécessaires et suffisantes pour la réalimentation du mouvement, en l'absence d'un système continu de décision ou de contrôle. Les prélatures et les diocèses ont vraiment une idée générale de ce qui se passe, même en l'absence d'enregistrement de quelque nature que ce soit.

Les informations qui descendent sont, pour ce qui les concerne, émises dans des documents divulgués par les diocèses en direction des prélatures et des paroisses (3). Ces dernières "décodifient" l'idéologie

(2) Son vrai titre est "Rencontre interecclésiale des communautés de base". Son thème était: "l'Eglise, un peuple qui se libère". Cf. DIAL D 473 (NdT).

(3) Le rédacteur du rapport semble ignorer que la prélature est l'équivalent d'un diocèse, mais sous juridiction vaticane spéciale (NdT).

pour les communautés ecclésiales de base à travers des "feuillets d'orientation" ou des "programmes" élaborés par le curé ou par un groupe de "conscientisation" ou d'"animation pastorale".

Le souci de fixation de l'idéologie des communautés ecclésiales de base - prioritaire par rapport aux méthodes de travail et au contrôle du mouvement - s'est effectivement traduit par la dissémination de cellules dans tout le pays. Mais les objectifs se sont révélés être dispersés et inconsistants. On sait, par la dernière rencontre de João Pessoa, qu'il y a une fragmentation en factions contestatrices à côté d'autres à prédominance encore nettement religieuse, et même en groupes autonomes s'étant écartés de leur origine évangélique.

(L'idéologie de la "libération" et des "opresseurs")

Le second aspect à relever est celui de l'idéologie du mouvement. L'orientation générale et formelle a pour présupposés:

- 1) la création dans la communauté d'une conscience critique;
- 2) l'organisation de la communauté par elle-même et sous son contrôle
- 3) la participation des membres de la communauté aux actions de "mutirão" (4) en vue de la cohésion et du soutien du groupe.

Publiquement et ostensiblement, ce programme est dit "de libération" et, donc, rattaché à des "opresseurs". Dans ce contexte les problèmes sociaux sont mis en équation par le biais des ennemis du peuple, dans lesquels sont rassemblés le patron, l'entreprise, la mairie, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) (en secteur rural), la Banque nationale de l'habitat (en secteur urbain), le gouvernement, les militaires et autres entités sociales rattachées aux pouvoirs de la nation.

Cet ordre d'idées est une réédition du binôme riche-pauvre, très opérationnel au niveau de la pauvreté absolue, laquelle éprouve toujours des difficultés pour entrer dans les idéologies plus sophistiquées et moins immédiatistes. La composante émotionnelle, tout aussi nécessaire pour l'engagement communautaire, est fournie par l'évangélisation et par le sens de la lutte donné aux "mutirons" des travaux communautaires.

Dans ces circonstances, l'idéologie de la "libération" des communautés ecclésiales de base se confronte avec d'autres pouvoirs comme les partis politiques et les religions minoritaires. Dans le premier cas, les activistes et les représentants des partis sont généralement considérés aussi comme des "ennemis"; dans le second, les positions ouvertement contraires sont en fait évitées.

Le bon voisinage avec d'autres pouvoirs ou le refus temporaire de radicalisation par rapport à eux ne se manifeste pas seulement à propos des religions non catholiques (aspect qualifié dans les documents de la CNBB d'"accommodation" ou de "syncretisme" religieux). Dans de nombreuses communes apparaissent des mécanismes de pression comme les commissions pastorales de la terre et les conseils indigénistes missionnaires, mécanismes qui ont amorti les confrontations directes avec les organismes gouvernementaux, tout en maintenant un climat permanent de revendication.

(4) "Mutirão": techniquement "société de travail"; travail volontaire de groupe en faveur d'un des membres du groupe (NdT).

La concrétisation de l'action communautaire se fait à travers d'autres mécanismes qui catalysent et mettent en mouvement les communautés ecclésiales de base, comme par exemple:

- les conseils communautaires,
- l'assemblée du peuple,
- le coordinateur de secteurs,
- le responsable de quartier,
- la Campagne de la fraternité,
- les animateurs de cercles bibliques,
- les clubs de mères de famille,
- les associations de quartiers,
- les équipes de promotion sociale,
- les équipes de catéchèse,
- les équipes de soutien du clergé,
- les équipes de conscientisation, etc.

Dans certaines occasions, le bon voisinage évoqué plus haut se fait de façon naturelle avec les efforts communautaires d'assistance et de développement social qui tiennent essentiellement compte des couches les plus pauvres de la population. C'est le cas du MOBRAL, rarement qualifié d'ennemi, bien que d'initiative gouvernementale (il existe à São Paulo un "MOBRAL biblique", cité lors de la rencontre de João Pessoa).

(Faiblesses et contradictions)

Du point de vue de l'analyse, la conjoncture actuelle des communautés ecclésiales de base est caractérisée par l'instabilité. La CNBB reconnaît le manque de cohésion du mouvement, qui n'existe qu'au niveau idéologique et qui n'est donc pas suffisant pour assurer la continuité, l'expansion et le soutien du sentiment religieux.

La mosaïque des situations locales et le caractère principalement rural des communautés de base font que le mouvement est encore en état de potentialité. Sur la base d'enquêtes réalisées indirectement par la CNBB à partir des cas étudiés dans les rencontres, on estime que 53% des communautés sont localisées en milieu rural, 11% en rural-urbain (dans les zones périphériques urbaines) et 17% en milieu urbain, le reste étant constitué d'informations non disponibles.

C'est là une indication du fait de la mobilité des participants et des animateurs, fait mis en évidence à travers les actions menées dans les zones rurales problématiques par divers organismes. Cela vient s'ajouter à la dispersion d'objectifs découlant de l'autonomie des communautés ecclésiales de base et de l'idéologie souvent observée comme étant contradictoire avec la pratique religieuse. Ainsi s'expliquerait le manque d'impact des actions des communautés ecclésiales de base dans l'opinion publique et auprès des autorités gouvernementales.

La plus grande réceptivité du mouvement se produit à l'intérieur de certains Etats du Nord-Est, dans les zones isolées et manquant de communications. Dans la région Sud on note, d'après les informations de la CNBB, une tendance au rapprochement prioritaire avec des tâches religieuses, ce qui peut signifier une plus grande adaptation de l'idéologie actuelle aux populations sujettes à des carences critiques. C'est pourquoi certaines autorités ecclésiastiques ont déclaré reconnaître dans certaines communautés le passage du terrain idéologico-religieux au choix politique explicite, et cela sous la conduite de membres du clergé devenus participants.

(Occuper l'espace vide)

Actuellement, suite aux définitions plus claires données par le pape à partir de Puebla et caractérisées par la séparation des positions théologiques et politiques, on peut conclure à une mise à l'écart de l'évêque par rapport aux communautés organisées. Une réorganisation est peu probable car il n'y a pas de contrôle suffisant du mouvement pour atteindre ce but, en soi très difficile.

Il devra donc se produire une discontinuité dans l'orientation générale. Cela rend évidemment possible une implication naturelle dans des factions politiques et même dans la clandestinité.

Dans ce contexte, les initiatives d'action communautaire menées par des organismes gouvernementaux peuvent occuper le vide ainsi créé, par élargissement de leurs activités ou par modification des objectifs. Dans sa perspective communautaire, le MOBRAL est apte à se lancer rapidement dans des actions de mobilisation de ses groupes. En agissant par le biais de son Programme diversifié d'action communautaire (PRODAC), lequel a une méthodologie semblable à celle des communautés de base (organisation de groupes, discernement des animateurs, discussion sur les besoins communs, planification de l'action, etc.), le MOBRAL peut éviter la solution de continuité dans l'orientation générale.

On peut même imaginer que certains diocèses seraient intéressés à conserver leurs liens avec les communautés ecclésiales de base, cette fois dans une perspective purement religieuse, en laissant l'action communautaire à la charge du MOBRAL.

Parce qu'il est un organisme de haute crédibilité auprès de la population, grâce à son engagement notoire au niveau des carences de base des couches les plus pauvres, le MOBRAL jouit d'une bonne image pour devenir le véhicule du changement envisagé par l'Eglise. Il faut y ajouter le fait que le MOBRAL fonctionne par le biais de commissions municipales, lesquelles sont des organismes autonomes et catalyseurs des forces vives des communautés locales.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441